

PROJET DE LOI RELATIVE À L'AUDIOVISUEL

Le Conseil de la nation ménage Messahel

Critiqué par les professionnels et beaucoup de députés, le projet de loi relative à l'audiovisuel n'a pas eu le même traitement que celui qui lui a été donné par le Conseil de la nation, quasiment acquis à la cause du ministre de la Communication Abdelkader Messahel.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir)

- Si les deux membres du Front des forces socialistes (FFS) ont appelé hier, lors d'une plénière consacrée au projet de loi relatif à l'audiovisuel, à rejeter carrément le texte, considérant qu'il ne permet pas l'ouverture tant attendu du secteur de l'audiovisuel, les onze autres qui sont intervenus l'approuvent, à quelques remarques près.

Bien sûr, la «clarification» du concept de chaînes «thématiques» a occupé une partie du débat. Dénoncé par les professionnels des médias et supprimé par la commission de la culture, de la communication et du tourisme de l'APN avant que Messahel ne fasse un forcing pour le réintroduire dans le texte soumis au débat, ce concept continue de mobiliser les élus. Cette fois-ci,

pour discuter d'un amendement plutôt inapplicable.

Il s'agit de la réécriture de l'article 17, autorisant les chaînes thématiques à programmer des flashes d'information.

Une autorisation qui sera incluse dans le permis d'exploitation. «Intelligent» et en mesure de «dissiper les craintes des professionnels», selon Nouara Djaâfar du tiers présidentiel. Intelligent dans le sens où un professionnel ne peut mélanger les genres et programmer des flashes d'infos sur des activités politiques, sur les ondes d'une chaîne thématique qui s'intéresse au sport, à la mode ou qui diffuse un contenu pour enfant. Soit. Plutôt inopérant.

Certains intervenants parmi les «sénateurs», par contre, ont posé des questions pertinentes.



Abdelkader Messahel.

L'autre membre du tiers présidentiel, professeure Louisa Chachoua en l'occurrence, présidente de la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la solidarité nationale à la Chambre haute du

Parlement, s'est interrogée au sujet de la relation entre le ministère de la Communication et l'autorité de régulation : «Je veux bien comprendre la relation entre l'Autorité donatrice, qui est une autorité exécutive qui délivre les

licences de création de chaînes et l'Autorité de régulation, qui est une autorité de contrôle». Inutile de dire qu'elle est restée sur sa faim.

Tout comme les autres sénateurs et journalistes assistant aux réponses du ministre. Professeure Chachoua a ainsi suggéré que la composante de l'autorité de régulation, qui compte neuf membres désignés soit élargie de 5 autres élus, pour s'assurer d'un certain équilibre dans son fonctionnement.

Et d'ajouter en ce qui concerne l'article 48, fixant le seuil des programmes nationaux à diffuser par les chaînes qui seront créées à 60 % : «Cela me paraît injustifié. La production nationale ne couvrira peut-être pas toute cette plage de diffusion dans l'état actuel des choses.

Et il est préférable, dans un premier temps, de recourir à la production étrangère, adaptée à nos besoins et à nos réalités».

L. H.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Algérie-Télécom expose ses projets

Afin de pallier ce retard en termes de télécommunication et Internet, Algérie Télécom lance une campagne de modernisation des équipements et des services : développement du l-paiement afin d'éviter les files d'attente dans les centres Algérie Télécom et permettre aux abonnés de payer sans se déplacer, a annoncé hier monsieur Azouaou Mehmel, président-directeur général d'Algérie Télécom depuis avril 2012, au forum du journal Chaab.

Saadia Gacem - Alger (Le Soir)

- Ces projets de modernisation visent également à réduire les problèmes de dérangement que rencontrent les abonnés. En effet, de nombreuses plaintes ont été enregistrées.

Afin d'y faire face, Algérie Télécom introduira, de nouvelles générations de centres téléphoniques de proximité, plus petits.

De plus, l'entreprise utilisera la fibre optique plutôt que les câbles de cuivre car ces derniers sont source de convoitise, de nombreux câbles ayant été volés

ou sabotés, ce qui contribue aux problèmes de dérangement.

«Le plan d'action d'Algérie Télécom à l'horizon 2014 vise la modernisation du réseau.

Cette modernisation n'est possible qu'à travers la densification de la fibre optique afin de permettre de fédérer les réseaux voix et data au niveau national ainsi que la généralisation de l'utilisation du support en fibre optique au niveau urbain, et ce par le remplacement des câbles de cuivre vétustes, très coûteux et source principale de la dégra-

dation de la qualité de service».

Algérie Télécom est une entreprise étatique, le seul actionnaire étant l'Etat. Lorsque le P-dg explique vouloir profiter des expériences des autres pays avancés en matière d'offre téléphonie et internet, il ne parle bien évidemment pas de l'ouverture du marché de l'internet aux entreprises privées, Algérie Télécom garde le monopole sur le fixe.

Le P-dg ajoute que dans le cadre du plan de développement à l'horizon 2014, près de 2 200 localités de plus de 1 000 habitants sont programmées pour être raccordées à la fibre optique et la distance est estimée à 23 935 km.

De plus, une «augmentation des capacités d'accès au téléphone et à l'Internet par le raccordement de 2 millions d'abon-



Bureau de poste.

nés à l'Internet par des accès à haut et très haut débit et enfin le déploiement et l'exploitation d'un réseau élargi fixe de technologie

évolutive à long terme 4G LTE.»

Le nombre d'abonnés ADSL est aujourd'hui de 1 300 000.

S. G.

LE DG DES DOUANES À PARTIR D'EL TARF :

«30 mille agents sont nécessaires pour couvrir tout le pays»

«Nous avons besoin de 30 mille agents pour couvrir tout le territoire national. Actuellement, les Douanes algériennes sont composées de 21 mille fonctionnaires», a affirmé le DG des Douanes, Mohamed Abdou Bouderbala, dans un point de presse lors de sa visite de travail, hier dimanche, dans la wilaya et qui a coïncidé avec la célébration de la Journée mondiale de la douane.

Et il ajoutera que «la rédaction de la loi douanière est achevée et sera promulguée avant la fin de l'année en cours».

Abordant la lutte contre la contrebande, le DG indiquera que «la wilaya disposera à l'avenir de 7 postes de surveillance des douanes implantés le long de la bande frontalière sur un total au niveau national de 85, sachant que la région est du pays sera dotée de 23 postes.

Nous avons un accord avec les Tunisiens pour coordonner

nos efforts dans la lutte contre la contrebande, signé lors de la dernière réunion de la commission mixte». Dans le même registre, M. Bouderbala signalera qu'actuellement, ce sont 111 entreprises qui disposent de l'agrément d'opérateur économique (AOE) au niveau de tout le pays et ce, dans l'objectif de faciliter les importations et exportations de ces derniers».

Par ailleurs, le DG procédera en compagnie des autorités locales, à la célébration de la



Mohamed Abdou Bouderbala, DG des douanes.

Journée mondiale sous le slogan de «la communication : échange des informations pour une meilleure coopération», avec la remise, durant une cérémonie

dans la salle de la maison de jeunes, Betchine, de grades, de médailles et de trophées.

Le DG inspectera par la suite le nouveau siège de la division

des Douanes et le célibat à El Tarf, le poste d'El Ayoun et celui d'Oum Teboul et posera la première pierre d'un poste d'observation au niveau de la localité d'Oued Djenane dans la commune d'El Ayoun. Cependant, la présentation du projet sur data-show du réaménagement du poste frontalier d'Oum Teboul n'a pas emballé le DG. Un projet au dessous des ambitions d'un pays comme le nôtre, où l'étude semble n'obéir à aucune logique ni références internationales en la matière. «donc à revoir de fond en comble, en faisant intervenir un bureau d'études de renommée mondiale», ont fait savoir en sourdine certains cadres des Douanes, déçus.

Daoud Allam